

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

24^{ème} année - N°4561 - Jeudi 08 Février 2024 - Prix : 200 Fc

RELIGION :

Le Miraj c'est ce jeudi



Mosquée Alquasm

COOPÉRATION

**Azali Assoumani a rencontré
le chef de la junte gabonaise**

LIRE PAGE 3

**Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com**

27 Radjab 1445

**Prières aux heures officielles
Du 06 au 10 Février 2024**

Lever du soleil:

06h 04mn

Coucher du soleil:

18h 38mn

Fadjr : 04h 50mn

Dhouhr : 12h 24mn

Ansr : 15h 54mn

Maghrib: 18h 41mn

Incha: 19h 56mn



LUTTE CONTRE LE CHOLÉRA :

Le monde religieux mis à contribution

La ministre de la Santé et son collègue des Affaires islamiques ont convoqué les imams des mosquées pour les sensibiliser sur les dispositions à prendre et les bons messages à diffuser pour aider les autorités et la population à lutter efficacement contre le choléra qui a déjà fait au moins deux morts.

Le ministère des Affaires islamiques en collaboration avec le ministère de la Santé sont à pied d'œuvre pour sensibiliser la population contre la maladie de Choléra. Hier dans la matinée, a eu lieu une rencontre présidée par les deux ministres. Y étaient conviés les imams du pays notamment de l'île de Ngazidja, en présence du Mufti de la République, pour venir débattre ensemble afin de trouver les voies et moyens de stopper la propagation du choléra. A l'issue de cette rencontre qui a eu lieu au Muftorat, il en est ressorti que des comités régio-



Réunion de sensibilisation avec les ulemas contre le cholera.

naux doivent être mis en place. Ismael Aliamane, secrétaire général du muftorat recommande qu'ils soient composés d'ulémas, chefs de

villages et notables. « L'objectif est d'avoir une structure qui fera le relai entre les autorités sanitaires et la population », explique-t-il avant d'a-

jouter que c'est le ministre de la Santé qui va nommer par arrêté les membres desdits comités, lesquels seront proposés par le muftorat.

Quant au secrétaire général du ministère des Affaires islamiques, Abdillah Sinane, il se réjouit du déroulement de cette rencontre. « Comme nous avons fait lors de la Covid-19, nous espérons avoir les mêmes résultats aujourd'hui. Il ne reste qu'à multiplier les efforts chacun de son côté afin de relever le défi à savoir vaincre cette maladie mortelle », avance-t-il. Et lui d'ajouter que les ulémas ont proposé certaines mesures à suivre : interdiction des ablutions dans les mosquées, contrôles de la propreté dans les marchés publics. Le vendredi prochain, dans toutes les grandes mosquées du pays, les prédicateurs sont priés de tenir le même sermon relatif à la sensibilisation des fidèles contre le choléra. Aussitôt détecté et annoncé par les autorités, le choléra a emporté au moins deux personnes.

Ibnou M. Abdou

MÉDIAS :

La mutuelle de santé des journalistes opérationnelle

Le syndicat des journalistes aux Comores a tenu sa promesse auprès de ses membres et des donateurs. Désormais, près de 70 journalistes vont bénéficier d'une mutuelle de santé. Une formation a été organisée à l'endroit de ces derniers afin de leur expliquer le mode d'emploi du carnet de santé.

Environ une quinzaine de journalistes ont pris part samedi 03 février dernier à la formation dédiée à l'usage du carnet de santé de la mutuelle de santé au siège de Funamusac, organisme qui gère la mutuelle de santé

des journalistes. Cette formation avait pour visée de les outiller sur comment bénéficier de la mutuelle et des démarches à suivre. Les participants ont montré leur curiosité de l'importance de la mutuelle, au moment où certains parmi eux, ont du mal à joindre les deux bouts pour se prendre en charge dans les hôpitaux vu la situation précaire dont ils font face.

Sur place, les questions ont été plus orientées sur la prise en charge, sur comment faire pour bénéficier les médicaments, les différents hôpitaux qui collaborent avec la Funamusac, etc. Les journalistes

ont été tous rassurés sur les modalités de la mutuelle. À la sortie, la présidente du Snjc Faïza Soule Youssouf a déclaré que cette belle initiative mise en place commence à donner ses fruits car un des journalistes a déjà bénéficié de cette mutuelle. « Nous avons tenu notre promesse. Nous espérons ne pas tomber malade. Par ailleurs, le but de la formation est de montrer à nos membres comment bénéficier cette mutuelle et les modalités à suivre », précise celle qui n'a pas manqué à saluer les sponsors et le public qui ont rendu ce rêve possible. C'est aussi l'occasion pour remettre le

carnet de la mutuelle aux journalistes présents.

Pour rappel, le bureau du Syndicat a organisé le Twarab de solidarité le 18 novembre dernier au Retaj aux fins de collecter les fonds pour la mise en place de la mutuelle de santé. Un Twarab qui de l'avis

de beaucoup fut un succès. En parallèle, le Syndicat a obtenu le sponsoring de plusieurs sociétés de la place. Ce soutien porte l'espoir que les journalistes pourront, se soigner, toujours dans la dignité.

Andjouza Abouheir



Les journalistes outillés sur la mutuelle de santé.

La Gazette des Comores
BP 2216 Moroni – UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 – 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse postale : _____ email : _____
Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :
3 mois Montant : _____
6 mois Montant : _____
12 mois Montant : _____

Mode de règlement :
Espèces
Chèque n° _____
Virement bancaire réf. : _____

Moroni le,
Signature : _____

Tarifs d'abonnement
(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Anuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127

RELIGION :

Le Miraj c'est ce jeudi

C'était, selon certains hauts savants musulmans, dans la nuit du 26 au 27 Radjab, 7ème mois lunaire, correspondant à l'année chrétienne 620 qu'a eu lieu Le « voyage nocturne » du Prophète qui se serait déroulé, depuis la Mecque jusqu'à Jérusalem puis au ciel. C'est en tout cas le 27 jour de Rajab qu'est célébrée le plus souvent la « Nuit de l'Ascension » (laylat al-mi'râj) sur tout le territoire national. Un jeûn facultatif est observé par de nombreux musulmans, l'occasion de retrouvailles familiales autour d'un somptueux festin dès le coucher du soleil.

C'est ce jeudi 8 février qui marque le Miraj aux Comores. Ce jeudi qui correspond au 27 Radjab, 7ème mois du calendrier musulman est connu partout aux Comores comme le Miraj, puisqu'il est célébré comme la veille de la nuit dite « Nuit de l'Ascension » (laylat al-mi'râj). Le voyage nocturne et l'ascension céleste du Prophète Mouhammed Al-'Isrâ' et Al-Mi'râj est un voyage nocturne marquant l'un des plus grands miracles accordés par Allah à Son Prophète Mouhammad fut sans le moindre doute. Ce voyage est hors dimension humaine, qui fut

un honneur accordé par Allah à son Prophète et Messenger qui s'arma de patience face à dix années de persécution, qui fut un prélude à la hijra (l'exode) vers Médine et qui révéla la sincérité et la foi de tout croyant et de toute croyante qui eurent foi en cela et n'en doutèrent pas un instant.

« Depuis la création de l'humanité jusqu'à la fin, le Miraj est l'événement marquant tout le monde puisque même les non musulmans s'intéressent de savoir exactement ce qui s'est passé durant ce voyage miraculeux », explique Oustath Mohamed El fatihou Djamaloulayle. Ce

conseiller du Dar El iftah insiste qu'aucun événement important que celui-là n'a eu lieu. D'après lui, ce voyage céleste a dépassé non seulement les scientifiques mais aussi les astronomes qui, ajoute-t-il, « tous les deux ne cessent de faire des recherches scientifiques afin de savoir d'où réellement le prophète est allé pendant cette nuit ». Pour lui, le prophète est allé plus loin que la planète Mars où se sont arrêtés les astronautes. Et lui d'ajouter que le prophète est allé voir plus loin que son accompagnateur l'ange Djibril. « Ce jour-là, il est allé rencontrer son seigneur. Donc, réelle-

ment c'est lui-même et son Seigneur qui connaissent exactement ce voyage miraculeux. Même si le prophète nous a donné quelques indices, mais en réalité, il nous donne certaines informations qui sont à notre niveau de compréhension » précise Oustath Mohamed Elfatihou qui ajoute que ce voyage s'est fait en deux phases. De la Mecque à Jérusalem et de Jérusalem au ciel, où, après avoir rencontré son seigneur, ce dernier lui offre 5 prières quotidiennes, pour lui et pour sa communauté.

Ibnou M. Abdou

COOPÉRATION

Azali Assoumani a rencontré le chef de la junte gabonaise

Il n'a fallu que quelques kilomètres au chef de l'Etat comorien pour passer le poste frontalière de Ndjounou qui sépare le Congo du Gabon pour rendre visite à l'homme fort de Libreville, le Général Brice Clotaire OLINGUI NGUEMA qui dirige le Gabon depuis qu'il a renversé son cousin, Ali Bongo Ondimba en aout dernier.

Accompagné de son épouse et du porte-parole du gouvernement, Houmed Msaidie, le chef de l'Etat comorien Azali Assoumani a été reçu au palais du bord de la mer par le chef de la transition gabonaise. Lors de son intervention devant son homologue gabonais, le chef de l'Etat comorien n'a pas oublié de rappeler les liens historiques qui lient les deux pays. « Les relations historiques d'amitié et de fraternité qui lient les Comores et le Gabon, depuis plusieurs décennies et qui ont été initiées par Feu le Président Omar BONGO ONDIMBA et ses homologues comoriens

feu Ali SOILIH et feu Ahmed ABDALLAH ABDEREMANE » et cela depuis l'accession de notre pays à l'indépendance.

Boudé en Afrique de l'Ouest, Azali Assoumani a trouvé auprès du général gabonais une oreille attentive, ce qu'il n'a pas manqué de lui rendre la pareille en louant les efforts entrepris par le gouvernement de transition gabonais pour sortir de la crise institutionnelle où il est plongé après le coup d'Etat d'aout dernier. « Je tiens donc à féliciter le Général OLINGUI NGUEMA pour avoir engagé, un dialogue inclusif, souverain et durable, dans son pays, en y incluant l'ensemble des forces politiques et les organisations de la société civile gabonaise. »

La presse gabonaise a aussi relaté le séjour d'Azali au Gabon en insistant elle aussi sur les relations historiques entre le Gabon et les Comores mais aussi sur d'autres aspects du voyage notamment dans la volonté des deux dirigeants d'é-

tendre et de diversifier leur coopération. Lors de leur tête à tête les deux dirigeants sont convenus d'aller vers « la mise en place et le renforcement d'un cadre juridique entre les deux pays » nous rapporte le site Afrique Convergence sous la plume de Joseph Keurtys Mabimba.

Azali Assoumani a profité de son passage au Gabon pour se rendre à Franceville fief de la famille Bongo dans le Haut-Ogooué où il s'est recueilli devant la tombe de l'ancien président « J'ai d'ailleurs saisi l'opportunité de mon séjour dans ce beau pays, pour aller me recueillir sur la tombe de l'ancien Président gabonais. Puisse-t-il reposer en paix » nous rapporte Beit-Salam. « Azali Assoumani s'est rendu dans la ville de Franceville, dans le Haut-Ogooué afin de rendre un vibrant hommage à Feu le président Omar Bongo Ondimba » a de son côté écrit Afrique Convergence. Lors de ce passage chez les Bongo le président aurait rencontré la famille de l'ex chef d'Etat. Par con-



Azali reçu par le chef de la junte gabonaise.

traint aucune communication n'a filtré sur le cas Ali Bongo Ondimba et d'une éventuelle rencontre entre les deux hommes.

Contrairement au Burkina-Faso et au Niger, Azali Assoumani a apporté un soutien. « Je réitère, enfin, mon soutien au Général OLINGUI NGUEMA dans la poursuite de ce dialogue national inclusif, afin de

renforcer le climat de confiance créé par tous les acteurs politiques gabonais et établir et valider ainsi, une feuille de route acceptable par toutes les parties concernées » sans réserve au chef de la transition gabonaise. Une façon peut-être de dire qu'il y a des bons et des mauvais putschistes.

Imtiyaz

CAS D'UN DÉCÈS OUBLIÉ :

"La personne était guérie du choléra"

Alors qu'un grand mystère régnait sur le cas d'une personne supposée décédée du choléra au CHN El-Maarouf et transporté à Mohéli sans les consignes sanitaires, la direction générale de la santé atteste que la personne était bien guérie du choléra avant sa mort.

Fin du mystère ? Le cas d'un décès non enregistré dans le rapport de situation du 06 février dernier était entouré d'un mystère. En effet, ce rapport du 06 avait révélé cinq nouveaux cas de choléra dans le pays dont deux nouveaux cas avec TDR positifs, trois cas par lien épidémiologique et cinq patients guéris. Cependant un décès

mystérieux non enregistré laissait planer un doute dans les réseaux sociaux. Le directeur général de la santé Dr Saindou Ben Ali Mbae précise que le regretté était guéri du choléra. « Hormis le choléra, il souffrait d'autres maladies. Cependant il était rétabli du choléra avant sa mort », souligne-t-il. Selon nos informations, la personne décédée était diabétique et avait aussi le paludisme. Il a été transféré à El-Maarouf où il est décédé (lire notre édition d'hier).

Par ailleurs, les autorités sanitaires appellent la population à suivre les directives et les invite à prendre toutes les précautions nécessaires en termes d'hygiène, à domicile, dans les transports, les écoles, les marchés et autres lieux publics, à renfor-

cer la surveillance sanitaire aux portes d'entrée du pays (ports et aéroports). « Nous recommandons

le lavage de main régulier à l'eau propre et au savon ou en utilisant une solution chlorée avant de faire la

cuisine, de manger, de s'occuper d'un bébé, bien cuire les aliments comme la viande à au moins 70°C, ne pas manger d'aliments crus à moins qu'ils ne soient pelés ou décortiqués et bien lavés. En cas d'apparition des symptômes à savoir diarrhée sévère, vomissements et fatigue générale, la population est invitée à se rendre immédiatement au centre de santé le plus proche », recommande le Dr Saindou Ben Ali Mbae, directeur général de la santé. Pour rappel, le pays compte 09 cas actifs dont un nouveau cas selon le rapport de ce 07 février. L'on déplore deux décès depuis l'apparition de cette épidémie.



Dr Saindou Ben Ali Mbae directeur général de la santé.

Andjouza Abouheir

SANTÉ HUMAINE ET SANTÉ ANIMALE

Formation de la deuxième cohorte d'épidémiologistes de terrain

Le mardi 6 février à la salle de conférence de la Faculté des Sciences, s'est déroulé la cérémonie de lancement de la formation de la deuxième cohorte d'épidémiologiste de terrain (FETP), en présence de l'équipe de l'Unité de Veille Sanitaire de la Commission de l'Océan Indien et du conseiller technique du ministère de l'Agriculture et de l'Elevage. Le secrétaire général du ministère de la santé a tenu à leur exprimer toute sa gratitude pour la diligence avec laquelle la COI a assuré la mise en œuvre du programme FETP aux Comores en partenariat avec l'Ecole de Médecine et Santé Publique (EMSP), et qui a abouti aux fructueux résultats obtenus.



Le SG a souligné que : « Dans le cadre du renforcement du système de surveillance épidémiologique, le ministère de la santé a adopté le programme de formation en épidémiologie de terrain de première ligne (FETP Première ligne). A ce jour, 18 apprenants de la première cohorte ont été formés en FETP première ligne totalisant 12 cadres du secteur santé publique et 6 en santé animale ou vétérinaire. L'objectif du FETP aux Comores, est de disposer au moins d'un cadre en FETP frontline par district sanitaire de manière à obtenir une masse critique pour faci-

liter la détection précoce pour une action prompte afin d'éviter la propagation des maladies à potentiel épidémique ».

Pour lui, la formation du personnel de santé dans le domaine de la recherche et de l'épidémiologie est l'un des piliers stratégiques pour la mise en œuvre du concept One Health dans notre pays. Cette initiative vise notamment à mieux affronter les maladies émergentes et / ou à risque pandémique, en tenant compte des interdépendances qui lient la santé humaine, la santé animale et la santé végétale.

On peut dire que ce programme de Field FETP arrive à point nommé

avec cette épidémie de choléra qui est en cours au niveau du territoire. Cette formation demeure ainsi un investissement qui permet au pays d'acquérir progressivement les ressources pouvant lui permettre d'être capable de détecter, d'investiguer et de riposter à temps réel grâce aux épidémiologistes de terrain disponibles dans les districts sanitaires.

Par la voix du SG, le ministère de la santé a félicité et encouragé le partenariat retrouvé depuis 2009 avec l'UVS-COI grâce aux appuis constants qu'il a offerts au bénéfice du développement de son secteur. Son souhait demeure la pérennisation du réseau SEGA One Health


pour capitaliser les acquis retrouvés.

Rappelons que ces formations permettent de construire une réponse globale en santé. Concrètement, elle renforce les capacités de réponse aux urgences en termes de santé publiques. Elle permet également de former des leaders de santé publique à différents niveaux du système de santé. Dans le même temps, elle renforce la participation des laboratoires à la surveillance épidémiologique. Tout ce travail est mené avec l'appui financier de l'Agence Française de Développement (AFD).

Mmagaza

Numéros utiles

- Police**
Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00
- Gendarmerie**
Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00
- Immigration**
Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Mohéli: 772 01 37
- Aéroport**
Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Mohéli: 772 03 71
- Port maritime**
Moroni: 773 00 08
Mohéli: 772 02 57
Anjouan: 771 01 43
- Hopitaux**
Moroni: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34
- Banques**
BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 773 43 43
Meck: 773 36 40
- MAMWE**
Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18



APPEL D'OFFRE

NOM D'APPEL D'OFFRE	NUMERO D'APPEL D'OFFRE	LIEU ET LA DATE D'OUVERTURE DES OFFRES	LA DATE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES	LIEU POUR RETIRER LE CAHIER DE CHARGE ET POSTULER A L'OFFRE	DOMAINE DE SPECIALITE
Appel d'offre pour: -Le nettoyage du bâtiment de l'ambassade. -L'aménagement paysager des jardins et la prévention contre les insectes pour le bâtiment de l'ambassade et la résidence de l'ambassadeur.	129491	-Spécialité dans le domaine du nettoyage, de l'aménagement paysager des jardins et de la lutte contre les insectes. -Fournir tous les documents justifiant l'activité de l'entreprise	Ambassade du Royaume d'Arabie Saoudite, Câble de Lyon, Moroni, Comores. Tel : +2697735845 (1016) Mob : +2693447347 Email: acc.moemb@mofa.gov.sa	Du Jeudi 08 Février 2024 Jusqu'au Mercredi 28 Février 2024 À 15H00	Au siège de L'Ambassade à Moroni Le Vendredi 01 Mars 2024 À 10H00

JIOI 2027

Les Comores dans le bon tempo



Ce n'est un secret pour personne. Le gouvernement comorien met un point d'honneur à pouvoir accueillir les 12e jeux des îles de l'océan indien. Une volonté qui revient comme un leitmotiv dans la phraséologie des membres du gouvernement et le ministre de la jeunesse et sports en particulier, Djaanfar Salim Allaoui. Depuis qu'il a

reçu le drapeau des jeux à Antananarivo, il ne rêve que d'une chose, les jeux.

Le président Azali Assoumani ne souhaite qu'une chose, être le premier chef d'Etat comorien à pouvoir organiser la plus grande fête sportive de la rive sud de l'océan indien. Pouvoir

accueillir les cinq nations (Madagascar, Maurice, La Réunion, Seychelles, Maldives) serait un accomplissement pour celui qui va entamer à partir du 26 mai prochain ce qui apparaît au regard de la constitution comme étant son dernier mandat à la tête du pays. Une sortie qui sera plus qu'honorable pour le recordman de longévité à la tête du pays (20 ans, 26 mai 2029).

Dans cette perspective de l'organisation des jeux une mission du Conseil International des Jeux est attendue dans nos murs pour les dernières recommandations avant le début des travaux. « Une mission du CIJ (Conseil International des Jeux) est attendue à Moroni du 13 au 14 février prochain » apprend-on sur une publication du Comité Olympique et Sportif des Îles Comores. Cette visite est un pas-

sage obligé pour tout pays qui a la prétention de vouloir organiser des jeux d'une telle dimension.

Outre, le gouvernement comorien, cette délégation sera reçue par son homologue comorien, à savoir la Commission d'Organisation des Jeux des Îles de l'Océan Indien (COJI) dirigé par le ministre des sports et le président du COSIC. « Elle sera accueillie par le COJI (Commission d'Organisation des Jeux des Îles de l'Océan Indien) et l'Etat comorien pour lancer les premiers travaux techniques de l'organisation des Jeux des Îles 2027 aux Comores. « En cas de succès donc de cette mission, les travaux de construction des infrastructures sportives devront commencer. »

Imtiyaz

La Gazette des Comores
Le devoir d'informer, la liberté d'écrire

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
Saïd Omar Allaoui
Directeur de la publication
Elhad Saïd Omar
Rédacteur en chef
Mohamed Youssef
Secrétaire de rédaction
Toufè Maecha
Rédaction
A. Mmagaza
M.I.M Abdou
Andjouza Abouheir
Nassuf Ben Amad
Kamal Gamal Abdou
Nabil Jaffar
Riwad
A Bardraoui
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
Mohamed Saïd Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45



UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement

MINISTRE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES

UNITE DE COORDINATION DU PROJET

AVIS DE RECRUTEMENT

Le Projet d'Accès à l'Énergie Solaire aux Comores recrute pour son **Unité de Coordination du Projet (UCP), un expert en suivi évaluation.**

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de référence en envoyant une demande à l'adresse mail suivante : djaanfara@yahoo.fr Cc : infospaesc@gmail.com ou de prendre connaissance des termes de référence à partir du lien ci-après : <https://soneleccomores.com/termes-de-references-pour-recrutement/>

Date de publication : 07 février 2024

Date limite de dépôt des candidatures : 27 février 2024 à 12h30 heure locale de Moroni

1. PROFIL REQUIS

L'expert en suivi évaluation de l'UCP devra :

(a) Avoir un diplôme supérieur équivalent au moins (Bac + 4 années) dans les domaines d'éducation suivante : **Statistiques, informatique, Gestion de Projet, ou autres domaines connexes ;**

(b) Disposer d'une expérience professionnelle de 3 ans au minimum dans le domaine du suivi-évaluation des projets de développement financés par la Banque Mondiale ou d'autres partenaires ;

(c) Avoir des connaissances en techniques de gestion de projets en général et de suivi-évaluation en particulier; en système informatique de suivi-évaluation et la définition d'indicateurs ;

(d) Avoir des connaissances des Procédures et exigences de la Banque Mondiale en Matière de Suivi Évaluation ;

(e) Avoir une bonne communication écrite et orale ;

2. PERIODE ET CRITERES DE PERFORMANCE

Le premier contrat sera d'une durée de 12 mois avec une période d'essai de 6 mois renouvelable une fois.

Si à l'issue de cette période de 12 mois, l'évaluation des performances est satisfaisante, le contrat sera d'un an, renouvelable selon les conclusions du rapport annuel d'évaluation de chaque année.

3. CONSTITUTION DU DOSSIER

1. Les candidats intéressés devront fournir un dossier complet composé de :

- Une lettre de motivation adressée à monsieur le Coordinateur de l'Unité de Coordination du Projet d'Accès à l'Énergie Solaire aux Comores ;
- Un curriculum-vitae actualisé ;
- Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle ;

- Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;

- Une copie de la CNI ou Passeport.

2. Bien plus, le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique, de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé ;

Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

Les dossiers de candidature seront déposés au **Secrétariat de l'Unité de Coordination du Projet PAESC, Route de Salimani – Sahara – Moroni**

4. CONDITIONS D'EMPLOI

• L'expert en suivi évaluation sera une personne physique et individuelle rattachée à l'Unité de Coordination du Projet ;

• C'est un poste individuel à temps plein ;

• L'expert en suivi évaluation est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.

ÉLECTIONS 2024 :

La CRC Mbadjini Ouest se félicite du « bon déroulement »

La direction régionale de la CRC à Mbadjini Ouest du a organisé une conférence de presse mardi pour remercier les partisans et se féliciter du « bon déroulement » des élections du président de l'Union et des gouverneurs des îles du 14 janvier.

Sous la houlette de Youssoufa Mohamed Ali, délégué à la défense et patron du parti CRC, et de Soilihi Mohamed Djounaid, directeur de la Sonelec, la direction régionale de Mbadjini Ouest de la CRC (Nguwengwe) se dit « satisfaite » du travail accompli pendant les élections du président de l'Union et des gouverneurs des îles du 14 janvier dernier. La région comptait des candidats aussi bien à la présidentielle qu'aux gubernatoriales. Mais les jeunes cadres qui roulent pour le régime ont retroussé leurs manches pour faire « élire » ceux de la mouvance présidentielle, à savoir le président Azali et ses gouverneurs. Aujourd'hui, ils se disent fiers que leur travail « acharné » ait donné les fruits escomptés. Conscients qu'ils n'étaient pas les seuls artisans de la « victoire » de leurs leaders, ces cadres remercient les partisans « pour avoir renouvelé leur confiance à Azali Assoumani ».

Ils louent surtout leur « maturité de préserver la paix et la stabilité dans la région ».

« Comme vous le savez, cela fait quelques jours depuis que la Cour suprême a proclamé les résultats définitifs des élections du président de l'Union et des gouverneurs des îles. En tant que membres de la CRC et de la direction régionale de Mbadjini Ouest, nous sommes heureux de ces résultats. C'est pour cela que nous sommes là pour remercier nos partisans et sympathisants de notre région, pour leur accompagnement et leur confiance surtout pour avoir maintenu la paix et la stabilité dans la région. Les jeunes de Mbadjini ont montré une preuve de responsabilité. Ils n'ont pas cédé à la manipulation pour faire des actes indécents. Certes il y eu des petits incidents mais ils ont rapidement débarrassé la route », se félicite Abourazak Ibrahim, directeur de campagne de ladite sous-région.

Le secrétaire général adjoint du gouvernement poursuit : « Il n'y a eu aucun problème le jour de vote dans les bureaux. Tout s'est passé dans un climat paisible. Ce qui montre aussi la prise de conscience de notre jeunesse. Ils ont fait leur choix de voter Azali, de lui confier le destin de notre pays pour les 5 années à



CRC Mbadjini devant la presse.

venir. Sans chercher à nous jeter des roses, le président a été bien élu à Mbadjini. Car on est l'espoir avec Azali. Depuis des années les présidents successifs n'ont jamais pensé à notre région ne serait-ce que la route. Mais, l'arrivée d'Azali en 2016 nous a montré que la région mérite mieux. Il a commencé la réhabilitation de la route, sans oublier l'installation de la centrale photovoltaïque à Foubouni qui nous permet aujourd'hui d'avoir de

l'électricité régulièrement. Et d'ici le mois de novembre prochain un grand projet d'adduction d'eau potable arrivera à terme », a-t-il souligné.

Il a également annoncé que le gouvernement a mobilisé une « somme colossale » pour appuyer les jeunes dans leurs projets. Certains, issus notamment de la région de Mbadjini, en ont bénéficié en créant leurs petits projets d'entreprise. Il a saisi l'occasion pour

remercier les candidats de Mbadjini qui ont accepté la décision de la Cour, et qui n'ont pas cherché à « manipuler » ou à inciter les jeunes. De son côté le coordinateur Chaouil Mohamed s'est réjoui de la disponibilité des partisans pendant la période de la campagne électorale. « Ils étaient là, ils sont là, et ils resteront là pour veiller à la région ».

Nassuf Ben Amad



AVIS DE PRESTATION DE SERVICE D'ASSISTANCE EN LOGISTIQUE

Intitulé de la prestation de service : Assistance logistique

Pays ou zone géographique : prestation se déroulant à Moroni – Union des Comores (des déplacements peuvent être envisagés entre Moroni et Anjouan, ainsi qu'à Mohéli)

Le / la prestataire interviendra au sein du bureau Expertise France en Union des Comores.

Expertise France Comores met en œuvre des projets soutenus essentiellement par l'AFD dont, les axes d'intervention principaux sont :

- La gouvernance démocratique et les droits humains
- La gouvernance économique et financière
- Le développement durable, climat et agriculture ;
- La santé et développement humain

MISSIONS : les principales missions d'Assistance logistique sont les suivantes :

Organisation des missions :

- Procéder à l'achat des billets d'avion pour l'ensemble des experts
- Procéder aux réservations d'hôtels pour l'ensemble des experts
- Procéder à la location de véhicules
- Faire le lien avec la comptabilité pour le paiement des réservations effectuées et le versement des pertes des missionnaires, collecter, archiver la documentation nécessaire
- Assurer la bonne exécution des transferts aéroport des missionnaires
- Accueillir les missionnaires et veiller au bon déroulement des missions
- Vérifier, distribuer et restituer les téléphones des visiteurs

Accueil et intégration

- Procéder à la rédaction et à la mise à jour du kit

de bienvenue et trombinoscope interne

- Effectuer les demandes de création de compte des nouveaux salariés
- Remettre le kit de travail aux salariés et les appuyer sur la prise en main

Appui logistique et bureautique

- Surveiller les niveaux de stocks et prévoir les besoins en approvisionnement
- Préparer les fiches de réquisition des besoins en fournitures de bureau, produits d'entretien etc.
- Veiller à ce que les actifs soient correctement étiquetés et enregistrés
- S'assurer de la disponibilité du matériel nécessaire pour l'intégration des nouveaux salariés (en lien avec les équipes projets, le pôle achat et le service informatique au siège)
- Gérer les entrées et les sorties de stock, y compris la réception, l'entreposage et la distribution
- Planifier des rondes d'inspection nettoyage et entretien des locaux (espaces intérieurs et extérieurs)
- Surveiller la propreté des locaux et alerter en cas de déviance aux règles d'hygiène et propreté
- Vérifier la bonne tenue du cahier visiteurs, prendre connaissance des incidents et alerter N+1
- Préparer les salles de réunion et vérifier l'état des salles
- Appuyer les utilisateurs au niveau bureautique

PROFIL RECHERCHE

- Niveau Bac à Bac +3
- 2 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la logistique, moyens généraux ou autre secteur connexe
- Maîtrise du français à l'écrit et à l'oral
- Capacité à travailler en équipe

- Très bonne capacité organisationnelle
- Capacité à faire preuve de polyvalence et de proactivité
- Aisance relationnelle
- Une expérience précédente au sein d'une agence de développement et/ou ONG serait appréciée
- Maîtrise des outils bureautiques et comptables (MS Office : Word, Excel, PowerPoint et de leur équivalents Libre Office)
- Intégrité
- Discrétion et sens de la confidentialité
- Qualités relationnelles, sens du travail en équipe
- Adaptabilité et flexibilité
- Bonne expression écrite et orale en français et en Shikomori

Durée de la mission : 3 mois

Nature du contrat : Contrat de Prestation de Service

Date de prise de fonctions : ASAP

Rétribution mensuelle du service : de 400 000 KMF à 500 000 KMF - selon expérience

Merci d'adresser votre CV et lettre de motivation en français, ainsi que trois références et leur contact, sous la référence « **Prestation Assistance logistique** » à l'attention de : rh.comores@expertisefrance.fr

Avant le 16 Février 2024 à 18h.

Le démarrage de la prestation est souhaité à partir du 26 Février 2024.

NB : Les candidat(e)s intéressé(e)s par cette opportunité sont invité(e)s à soumettre leur dossier dans les meilleurs délais, Expertise France se réservant la possibilité de procéder à la présélection avant cette date.